

A Gaza, la mortalité massivement sous-estimée par les autorités locales, selon une équipe de recherche internationale – 19/02/2026

La première étude de terrain indépendante des autorités locales publiée mercredi 18 février dans la revue « The Lancet Global Health » estime la sous-évaluation du nombre de morts violentes liées au conflit à 35 % environ.

Par Stéphane Foucart



Le quartier de Zeitoun dans le centre-ville de Gaza bombardé par l'armée israélienne, le 6 février 2026. JEHAD ALSHRAFI/AP

Parfois suspecté d'exagérer le bilan des opérations de l'armée israélienne, menées durant deux ans en représailles à l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, - avant que des organisations internationales ne corroborent ses chiffres -, le ministère de la santé de la bande de Gaza, contrôlé par le mouvement islamique, a en réalité omis dans sa comptabilité une part importante des pertes humaines dans l'enclave palestinienne. En raison du chaos qui y règne, des difficultés à retrouver et à identifier des corps dans les décombres, ou encore de l'absence

de déclarations de décès lorsque des familles entières ont été tuées, une part substantielle de la mortalité n'a pas été enregistrée par l'administration locale.

Telle est la conclusion de la première étude de terrain indépendante des autorités du territoire, publiée mercredi 18 février dans la revue *The Lancet Global Health*, qui estime cette sous-évaluation à 35 % environ, voire à 40 % en tenant compte de la mortalité indirecte – c'est-à-dire les morts non-violentes (maladies, malnutrition, etc.) attribuables au conflit. Ces travaux confirment de précédentes analyses publiées dans la littérature scientifique.

Alors qu'au 5 janvier 2025, le ministère de la santé de la bande de Gaza recensait près de 49 000 victimes du conflit, les chercheurs conduits par Michael Spagat (Royal Holloway University de Londres) estiment que le bilan réel se situait alors autour de 75 200 morts violentes (entre 63 600 et 86 800 morts). Auxquelles s'ajoute un excès de 8 450 morts non-violentes (entre 4 500 et 12 500 morts). Soit un total probable estimé à plus de 83 000 morts au terme des quinze premiers mois de guerre.

Premières victimes : les femmes et les enfants

Les chercheurs ont également pu estimer la distribution de la mortalité au sein de la population gazaouie, selon le sexe et la classe d'âge. « *Nos résultats coïncident avec la répartition de la mortalité telle qu'elle apparaît dans le registre des autorités locales* », explique M. Spagat, qui préside également l'ONG Every Casualty Counts. Plus de 56 % des personnes tuées directement par les bombardements ou les opérations au sol de l'armée israélienne sont des femmes, des enfants (moins de 18 ans) ou des personnes âgées de plus de 64 ans, selon les auteurs.

Pour parvenir à une évaluation indépendante de la comptabilité officielle, les chercheurs se sont appuyés sur une enquête de terrain – la première du genre – conduite auprès de 2 000 familles réparties dans la bande de Gaza afin d'offrir un reflet représentatif de la population de l'enclave. Les entretiens ont été conduits sur place, entre le 30 décembre 2024 et le 5 janvier 2025, par vingt enquêteurs présents dans l'enclave, affiliés au Palestinian Center for Policy and Survey Research, dont le siège est à Ramallah, en Cisjordanie. Les chercheurs ont ensuite procédé par extrapolation, à partir de ces données représentatives de la population.

Ces résultats confirment les estimations publiées à ce jour. En février 2025 une autre équipe internationale avait publié dans *The Lancet* une « analyse par capture-recapture », une méthode utilisée par les épidémiologistes pour estimer la mortalité des conflits. Ils avaient superposé trois registres de décès – celui des autorités, celui des données hospitalières et une liste de notices nécrologiques – afin d'estimer la probabilité qu'un décès, indexé par ailleurs, ne soit pas enregistré par l'administration locale. Leur analyse, qui courait jusque fin juin 2024, évaluait la sous-déclaration du ministère de la santé à 41 %. « *Avec une méthode fondamentalement différente, nous trouvons un résultat très proche* », dit M. Spagat.

Deux autres études, en janvier 2025 dans *The Lancet* et en octobre 2025 dans *Population Health Metrics*, fondées sur des techniques statistiques différentes, ont finement estimé l'amplitude et la répartition de la mortalité dans la population gazaouie. Leurs résultats ont permis de calculer la chute d'espérance de vie dans l'enclave depuis un peu plus de deux ans : les deux analyses concluent indépendamment à un effondrement de celle-ci, de l'ordre

de trente-cinq ans, signe d'une forte mortalité chez les plus jeunes ; par comparaison, la France avait vu l'espérance de vie chuter de dix-sept ans entre 1913 et 1918.

Avant l'état de famine

Interrogées par *Le Monde*, Irena Chen et Ana Gomez-Ugarte chercheuses à l'Institut Max-Planck d'études démographiques (Allemagne), les deux principales autrices de l'analyse publiée en octobre, estiment que la mise à jour de leur modèle évalue à environ 100 000 le nombre de morts du conflit, à fin octobre 2025, contre 68 000 selon les chiffres officiels à cette date. Une estimation jugée « *crédible* » par M. Spagat.

En outre, ces travaux ne purgent pas la question de la mortalité indirecte à venir. « *Les données issues de conflits antérieurs montrent systématiquement que les décès résultant de la perturbation des systèmes de santé, de l'accès à la nourriture, à l'eau et aux systèmes d'assainissement, ainsi que des infrastructures essentielles peuvent être équivalents ou supérieurs aux décès directs causés par la violence* », observe l'épidémiologiste Rasha Khatib (Wake Forest University, Etats-Unis).

Dans une correspondance au *Lancet*, la chercheuse avait alerté peu après le début des hostilités de la nécessité de tenir compte de cette mortalité non rapportée dans les registres. « *Ces effets indirects peuvent se manifester pendant les hostilités et se poursuivre après celles-ci* », ajoute-t-elle.

Dans l'article publié mercredi, les chercheurs soulignent que leur analyse s'arrête en janvier 2025, c'est-à-dire avant que l'état de famine n'ait été déclaré dans la bande de Gaza. Pour autant, M. Spagat juge improbable que les pertes indirectes y atteignent ou excèdent le nombre de victimes directes. « *Malgré l'obstruction israélienne, la bande de Gaza est plus accessible à l'aide humanitaire que des zones de conflits comme le Tigré ou le Soudan* », précise le chercheur.